



CHAPITRE 65

CHAPTER 65

Loi modifiant la charte de la cité de Hull An Act to amend the charter of the city of Hull

[Sanctionnée le 6 juin 1962]

[Assented to 6th June 1962]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Hull a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires et dans l'intérêt de la cité que sa charte, la loi 56 Victoria, chapitre 52, et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées afin de lui donner de plus amples pouvoirs et de la mettre ainsi en état de mieux pourvoir aux besoins de son expansion et de sa population grandissante;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1893, c. 52, s. 7a, remp.

1. L'article 7a de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 2 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 68 et remplacé par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 73, est de nouveau remplacé par le suivant:

Rémunération.

"7a. Les échevins de la cité recevront pour leurs services une rémunération de neuf cents dollars par année.

Absence.

Cette rémunération peut par règlement du conseil être diminuée pour cause d'absence aux assemblées de conseil ou de comités."

1893, c. 52, s. 259a, remp.

2. L'article 259a de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 2 de la loi

WHEREAS the city of Hull has, by its petition, represented that it is necessary for the good administration of its affairs and in the interest of the city that its charter, the act 56 Victoria, chapter 52, and the acts amending it, be again amended so as to extend its powers and to enable it to make better provision for the needs of its development and its growing population;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 7a of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 2 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 68, and replaced by section 1 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 73, is again replaced by the following:

"7a. The aldermen of the city shall receive for their services a remuneration of nine hundred dollars per annum.

Such remuneration may be decreased by by-law of the council for absence from council or committee meetings."

2. Section 259a of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 2 of the act

24 George V, chapitre 92, est remplacé pour la cité par le paragraphe 8 de l'article 473 de la Loi des cités et villes, (Statuts refondus 1941, chapitre 233 et ses modifications). Cependant, le règlement 456 établissant un fonds de pension continue d'être en vigueur jusqu'à son abrogation par le conseil de la cité.

24 George V, chapter 92, is replaced for the city by paragraph 8 of section 473 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233 and amendments). However, by-law 456, establishing a pension fund, shall remain in force until repealed by the city council.

1893, c.
52, a.
151c. aj.

3. La loi 56 Victoria, chapitre 52 est modifiée en ajoutant, après l'article 151*b*, l'article suivant:

3. The act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding, after section 151*b*, the following section:

Rues, etc.,
appropriées.

"151c. Les rues et chemins publics ouverts à l'usage du public dans les limites de la cité et indiqués comme tels aux plan et livre de renvoi officiels du bureau d'enregistrement de Hull et apparaissant au rôle d'évaluation de la cité avant le premier décembre 1961 et non taxés depuis au moins trois ans avant la sanction de la présente loi, sont censés être des rues et chemins publics appartenant à la cité sur toute leur superficie, et toute réclamation et droit d'action relativement au droit de propriété du fonds de terrain ou de l'assiette, sont absolument éteints et prescrits, s'il n'a pas été exercé par une action intentée devant une cour de justice compétente dans l'année de la sanction de la présente loi. Le présent article devra être publié une fois par mois pendant une période de dix mois dans des journaux quotidiens publiés et imprimés dans un rayon de 25 milles de la cité, en français dans un journal français et en anglais dans un journal anglais ainsi qu'à deux reprises dans la *Gazette officielle de Québec*, à intervalle de six mois."

"151c. The streets and public roads, open for the use of the public within the limits of the city and indicated as such on the official plan and book of reference of the registry office of Hull and shown on the valuation roll of the city before the first of December 1961, and not taxed for at least three years before the sanction of this act, shall be deemed to be public streets and roads and the property of the city for their whole extent, and every claim and right of action respecting the right of ownership to the land or roadbed shall be absolutely extinguished and prescribed, if they have not been exercised by suit brought before a court of competent jurisdiction within one year from the sanction of this act. This section shall be published once a month during a period of ten months, in daily newspapers published and printed within a radius of 25 miles from the city, in French in a French newspaper and in English in a English newspaper and also in two issues of the *Quebec Official Gazette*, at an interval of six months."

1893, c.
52, a.
333c.
remp.

4. L'article 333*c* de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 10 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 75, est remplacé par le suivant:

4. Section 333*c* of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 10 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 75, is replaced by the following:

Audition
des plain-
tes.

"333c. L'audition des plaintes doit commencer dans les cinq jours de la réception du rapport et procéder de jour en jour dans cette séance qu'il ajourne, autant de fois qu'il est nécessaire à la revision, qu'il y ait des plaintes ou non, et le bureau doit terminer son travail de revision au plus tard douze jours après la séance initiale.

"333c. The hearing of complaints shall begin within five days of the receipt of the report and shall proceed from day to day, at such sitting, which it may adjourn as often as necessary, to revise the roll, whether it be complained of or not and the board shall finish its revision work not later than twelve days after the initial sitting.

- Délai ad-
ditionnel. Le ministre des affaires municipales peut, sur demande faite par résolution du conseil de la cité, accorder un délai additionnel.”
- 1893, c.
52, aa.
395, 396,
remp. **5.** Les articles 395 et 396 de la loi 56 Victoria, chapitre 52 tels que modifiés par les articles 18 et 19 de la loi 4 Edouard VII, chapitre 56, sont abrogés et remplacés, pour la cité, par les articles 605 à 609 de la Loi des cités et villes.
- Id., a.
400a,
remp. **6.** L'article 400a de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 16 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 109, est remplacé par le suivant:
- Enlève-
ment des
vidanges. **“400a.** Le conseil peut, à sa discrétion, et s'il le croit convenable, passer un ou des contrats pour pourvoir à l'enlèvement des vidanges de toutes sortes dans les limites de la cité.
- Paiement. Pour ces fins le conseil peut, soit imposer sur tous les propriétaires ou occupants de la cité, une taxe spéciale dont le taux peut varier suivant la nature et l'usage du bâtiment et soit décréter que les propriétaires, occupants ou locataires des lieux sont tenus de payer à l'entrepreneur le prix stipulé par résolution du conseil pour tel enlèvement.
- Recouvre-
ment. L'entrepreneur aura droit de recouvrer devant les tribunaux ordinaires, de tout propriétaire, occupant ou du locataire des lieux, la somme stipulée dans la résolution.”
- 1893, c.
52, a.
428a, ab. **7.** L'article 428a de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 2 de la loi 22 George V, chapitre 109, est abrogé.
- Id., a.
523a, aj. **8.** La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en ajoutant après l'article 523, le suivant:
- Récidive. **“523a.** Le conseil, dans les cas de plusieurs infractions à une même disposition d'un des règlements ci-après mentionnés, commises par une même personne dans une période de douze mois, peut imposer une amende n'excédant pas les limites ci-après indiquées:
a) pour une deuxième infraction, au moins cent dollars et au plus cinq cents dollars;
- The Minister of Municipal Affairs, Additional delay. upon application by resolution of the city council, may grant an additional delay.”
- 1893, c.
52, ss. 395,
396, re-
placed. **5.** Sections 395 and 396 of the act 56 Victoria, chapter 52, as amended by sections 18 and 19 of the act 4 Edward VII, chapter 56, are repealed and replaced, for the city, by sections 605 to 609 of the Cities and Towns Act.
- Id., s.
400a, re-
placed. **6.** Section 400a of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 16 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 109, is replaced by the following:
- Removal
of gar-
bage. **“400a.** The council, if it sees fit, may in its discretion make one or more contracts to provide for the removal of garbage of all kinds within the city limits.
- Payment. For such purposes the council may, either impose on all the owners or occupants of the city a special tax the rate of which may vary according to the nature and use of the building, or order that the owners, occupants or tenants of the premises shall be bound to pay to the contractor the price fixed by resolution of the council for such removal.
- Recovery. The contractor shall have the right to recover before the ordinary courts, from any owner, occupant or tenant of the premises, the amount stated in the resolution.”
- 1893,
c. 52, s.
428a, re-
pealed. **7.** Section 428a of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 2 of the act 22 George V, chapter 109, is repealed.
- Id., s.
523a, ad-
ded. **8.** The act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding after section 523, the following section:
- Recidi-
vity. **“523a.** In the case of several offences against the same provision of any by-law hereinafter mentioned, committed by the same person within a period of twelve months, the council may impose a fine not exceeding the limits hereinafter specified:
a. for a second offence, not less than one hundred dollars nor more than five hundred dollars;

b) pour toute infraction subséquente, au moins cinq cents dollars et au plus mille dollars.

Règle-
ments
visés.

Les règlements visés sont ceux qui se rapportent au zonage, à la construction, aux permis de construction ou aux heures de fermeture à bonne heure."

b. for any subsequent offence, not less than five hundred dollars nor more than one thousand dollars.

The by-laws contemplated are those By-laws respecting zoning, building, building permits or early closing hours."

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

9. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.